

**Réponse de Christian Passeron à la consultation publique de l'ARCEP
sur le plan de numérotation et ses règles de gestion**

Christian Passeron, citoyen monégasque résidant à Monaco, est éditeur de services à valeur ajoutée sur des numéros français depuis 1992. Son enseigne commerciale est Datacom Multimedia.

L'annexe n° 1 à la décision n° 18 0881 de l'ARCEP, en date du 24 juillet 2018, stipule en son paragraphe 2.4.2.b : « *Sauf s'il en est prévu autrement par des dispositions spécifiques, un numéro spécial ou court ne peut être affecté par un opérateur qu'à un éditeur établi au sein de l'Espace Économique Européen ou d'un pays membre de l'Association Européenne de Libre Échange.* ».

Aucune disposition spécifique ne vient contrarier cette exigence, s'agissant des numéros à tarification majorée.

Cette disposition complique l'activité de Datacom Multimedia en l'obligeant à créer une structure juridique en France, alors que cette activité est menée depuis la principauté de Monaco sans poser de difficulté depuis 27 ans.

Il est de notoriété publique que la restriction du nombre de pays de résidence des éditeurs de services à valeur ajoutée a été introduite pour remédier à l'inefficacité de l'entraide judiciaire entre la France et de nombreux pays extra-européens.

Toutefois, dans le cas de Monaco, une telle précaution est absolument superfétatoire. Monaco est liée à la France par la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 8 novembre 2005. La publication en France de cette convention a fait l'objet du décret n° 2008-1126 du 3 novembre 2008, paru au Journal Officiel de la République Française du 5 novembre 2008.

Une société monégasque n'est pas à l'abri de l'administration ou de la justice française en cas de manquement à ses obligations d'éditeur de service à valeur ajoutée.

En 27 ans d'activité, Datacom Multimedia a fait l'objet une fois d'une demande d'informations de la DGCCRF et a répondu avec diligence et complétude à cette demande.

C'est pourquoi Datacom Multimedia demande à l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes, à l'occasion de la prochaine mise à jour du plan de numérotation téléphonique français et de ses règles de gestion, de bien vouloir introduire Monaco dans la liste des pays où est autorisé à résider un éditeur de services à valeur ajoutée accessible par un numéro à tarification majorée.